

REGION DE KIDAL

CERCLE D'ABEIBARA

COMMUNE RURALE DE D'ABEIBARA

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE- UN BUT- UNE FOIE

**PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE SOCIAL ET
CULTUREL DE LA COMMUNE RURALE D'ABEIBARA 2010-2014**

Financement : DDRK III

Appui technique : Rousmane AG Assilaken – ONG AZHAR

Haminy Belco Maiga – ONG AMUDI

Août 2010

SOMMAIRE

	PAGE
INTRODUCTION.....	. . 3
SITUATION DE REFERENCE.....	5
PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT.....	. . 10
OBJECTIFS DU PLAN.....	. . 11
MOYENS DE MISE EN ŒUVRE.....	. . . 13
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT.....	. 14
MECANISMES DE SUIVI EVALUATION.....	. . 14
CONCLUSION.....	. 16

INTRODUCTION :

A l'instar des autres communes de la région, les populations de la commune d'Abeïbara sont des nomades dont la principale activité économique repose sur l'élevage.

Erigée en commune en 1996, la collectivité d'Abeïbara a élaboré deux Plans de Développement Economique, Sociaux et Culturels (PDESC) qui n'ont jamais fait l'objet d'évaluation.

L'actuelle programmation 2010-2014, avec l'implication de tous les acteurs se veut une réponse aux problèmes majeurs dont souffre toujours la commune : insuffisance de l'eau, analphabétisme, faible taux de scolarisation, faible taux de couverture sanitaire, sous exploitation de la production animale, insuffisance des équipements de base, enclavement.

Ce plan dont l'élaboration a largement tenu compte du schéma d'aménagement pastoral de la commune, du schéma communal d'aménagement du territoire et des Objectifs du Développement pour le Millénaire (OMD) a suivi une démarche méthodologique participative dont les étapes sont les suivantes :

- Atelier d'information et de préparation des participants : au cours de cet atelier, un diagnostic des potentialités et contraintes de la commune est établi et tout le processus d'élaboration d'un PDESC est expliqué, débattu pour que l'ensemble des acteurs s'approprient le plan quinquennal de développement ;
- Atelier de priorisation des actions où toutes les actions qui préoccupent les populations (urgentes, prioritaires et celles s'inscrivant dans le long terme) sont définies et retenues ;
- Atelier de planification préparé avec l'appui des services techniques en collaboration avec les élus, les personnes ressources de la commune a permis de concevoir un projet de planification quinquennale reposant sur les capacités financières réelles de la collectivité et sur les intentions des partenaires techniques et financiers potentiels.
- Après cette étape, le projet de PDESC est transmis au conseil communal pour adoption validation et restitution aux populations.

Structure du document :

- I. Situation de référence
- II. Perspectives et stratégies de développement de la commune
- III. Objectifs du plan
- IV. Moyens de mise en œuvre du plan
- V. Mesures d'accompagnement
- VI. Mécanisme de suivi évaluation

Conclusion

Annexes

I. SITUATION DE REFERENCE

La commune d'Abeïbara est dans une partie montagneuse communément appelée Adrar des Iforas.

Le mot « Abeïbara » signifierait « arbayab » c'est-à-dire boucle d'oreille en tamasheq.

1.1. Organisation administrative de la commune

a. Limites administratives

La commune rurale d'Abeïbara a été créée en 1996 (Loi n° 96-059 du 04 novembre 1996) et couvre une superficie de 8345 KM2 soit 1,82 habitant au km², le taux d'accroissement est à 2,0 %.

Elle est limitée au nord par la commune rurale de Boghassa, à l'est par la commune rurale de Tinzaouatène, à l'ouest par la commune rurale d'Adielhoc et au sud par la commune urbaine de Kidal.

La population de la commune est constituée de dix fractions nomades réparties sur neuf secteurs de développement et d'un village chef lieu de commune. Elle est composée de 2448 hommes et 2137 femmes soit 44,57% de la population du cercle.

N°	Villages/fractions	Nbre/pers.	Chef de fraction
1	Kel Aghli		Bissa AG
2	Kel Akomass		Alhassane AG Atgtayoub
3	Imizekarane		Saghdoun AG Ibital
4	Telandiast		Hama Hama AG Acherif
5	Kel Taghlit		Ibrahim AG Saghid
6	Iradianatene		Imiyatène AG Inamoud
7	Irayaken I		Aghaly AG Hamdicknane
8	Irayaken II		Assafagh AG Alhader
9	Village		Oumar AG Attayoub
10	Kel Affala		Oumar AG Alla
11	Kel Djoumet		M'Baha AG Agouzou
	Total	4.585	

Source : RGPH 1998

b. Administration/Cadre institutionnel :

Un conseil communal de 11 membres élus en 2009 administre la commune. Celui-ci est assisté par un secrétaire général et par un régisseur de recettes. Le conseil communal est la structure chargée de la planification.

La tutelle est assurée par un préfet par intérim et un sous-préfet.

Les services techniques de l'Etat sont presque inexistants dans la commune où ne résident que le personnel enseignant et le chef de poste médical (CSCOM).

La commune d'Abeïbara est membre du Syndicat Inter collectivité Adagh (SICA).

1.2. Environnement naturel :

Les sols sont limoneux et argileux-sablonneux. La partie nord de la commune est dominée par les montagnes de l'Adrar et celles d'Asrif d'une altitude moyenne de 800m.

Les vents sont chauds et secs et affectent la stabilité des sols.

Pendant l'hivernage, les oueds drainent leur eau vers les cuvettes intérieures ou sur le Tilemsi. Les mares saisonnières, les puits et les quelques impluviums réalisés ces dernières années constituent la principale source en eau de la commune dont le taux de couverture est encore faible malgré les infrastructures hydrauliques déjà réalisées.

La végétation ligneuse présente dans les oueds, se compose essentiellement d'acacias et autres épineux.

La faune sauvage est constituée de reptiles, rongeurs et petits carnivores. La sécheresse et le braconnage ont anéanti la faune jadis variée.

Il n'y pas de données météorologiques sur la commune.

Trois saisons se partagent cependant l'année :

- Une saison humide (saison des pluies) allant de juillet à septembre est de plus en plus caractérisée par la diminution de la pluviométrie et sa mauvaise répartition dans le temps et dans l'espace ;
- Une saison sèche et froide de novembre à mars, avec des températures basses surtout les nuits (05° C),
- Une saison sèche et chaude d'avril à juin avec la présence de l'harmattan et des températures souvent très élevées (45°C sous abri).

1.3 Caractéristiques démographiques :

La population de la commune estimée à 4585 habitants représente 44,57% de celle du Cercle, elle est essentiellement composée de Kel Tamasheq ; cependant quelques familles Arabes vivent dans la commune.

Cette population est rurale (éleveurs nomades) ; ces mouvements sont plus fréquents vers les marchés de Tinzaouatène et de Timéyaouène (Algérie)

1.4 Espace économique et social :

Le système de production dominant est l'élevage extensif pratiqué au niveau des neuf secteurs de développement de la commune.

a - Elevage :

Il constitue la base de l'économie locale et la dégradation continue des pâturages ne permet plus l'élevage de toutes les espèces animales.

La mentalité des éleveurs, toujours hostiles à la vaccination, le traitement et le déstockage du cheptel pendant les périodes de soudure ne favorisent pas la rentabilité optimale du système de production.

Dans la commune, le cheptel représente 66% de celui du Cercle.

Données du recensement du cheptel transhumant et nomade de 2001 actualisé en 2009 :

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Equ	Asins	Camelins	Total
	612	48927	33171		7035	20045	109 790

Source : DRPIA Kidal

b – agriculture :

A cause de l'insuffisance de l'eau et des sites appropriés, l'activité de maraîchage reste une activité peu pratiquée dans la commune.

c – Commerce :

Les échanges commerciaux se font surtout avec l'Algérie d'où les populations importent les denrées de premières nécessités en échange de bétail. Ces échanges à cause de leur caractère informel restent toujours précaires.

d – services sociaux :

- Education : Le taux brut de scolarisation est de 4,8%, ce taux reflète la situation sur le terrain (une seule école à Abeïbara village) qui est sous fréquentée. Ce taux est le plus faible du cercle.

TBS par sexe en % dans la commune année scolaire 2007-2008.

Nombre d'enfant de 7-12 ans			Enfants scolarisés			Pourcentage TBS		
Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total

591	525	1116	36	18	54	6,1	3,4	4,8
-----	-----	------	----	----	----	-----	-----	------------

Source : *Annuaire statistiques régionaux - cahier de rentrée CAP Tessalit.*

NB : l'objectif du PISE II est d'amener le taux de scolarisation dans l'ensemble du pays à 80% en 2008.

Pour relever le défi de la scolarisation, il est nécessaire de créer des nouvelles écoles dans certains secteurs de développement et assurer un approvisionnement correct des cantines scolaires et surtout organiser de vastes campagnes de sensibilisation des populations pour le recrutement annuel des enfants.

Tableau de quelques ratios pour l'année scolaire 2009 ;

Commune	Ratios	PISE II
Ecole / secteur de développement	0,11	
Elève/ maître	16,66	50
Elève/ salle de classe	8,33	50
Manuel/ élève	3,9	2

Ces ratios montrent de façon évidente que la fréquentation est insuffisante. L'amélioration de cette situation passe par la sensibilisation des parents pour recruter chaque année un nombre important d'enfants en âge d'aller à l'école. En 2008, sur 1116 enfants scolarisables, 50 seulement sont scolarisés.

Les manuels et les salles de classe pour les effectifs sont suffisants.

- Santé : Dans la commune, il existe un CSCOM qui vient d'être réhabilité. Sa fonctionnalité dépend de la capitalisation et de la présence du personnel technique. Cela est en voie avec l'installation du médecin de campagne (financement DDRK III). Des efforts devront être faits par les élus et la société civile pour la mobilisation sociale.

1.5 Infrastructures – Réseaux de transports – Communication – Hydraulique et Energie

La commune n'est accessible que par une route nationale et des pistes rurales en mauvais état.

Situation du Réseau de la Commune

Catégorie	liaison	Kilométrage	praticabilité
Routes nationales	Abeïbara -Tinzaouatène	165	Permanente
Routes régionales	Abeïbara- Boghassa	104	permanente

Routes communales	Abeïbara- Acarcada	-	Saisonnière
	Abeïbara- Akomass	-	Saisonnière
	Abeïbara - Tassisset	-	Saisonnière

Le réseau de communication : Il y avait une radio rurale, un réseau télévision et un réseau SOTELMA qui ont été détruits. Depuis, la commune ne dispose d'aucune infrastructure de communication et ressent actuellement un enclavement réel.

Pour ce qui est de l'hydraulique, la couverture en eau des populations et des animaux est toujours insuffisante (dans la grille de programmation 48,51% des investissements ont été destinés aux seuls sous secteurs des eaux).

Dans tous les secteurs les populations ont inscrits dans leur plan d'action 2010 le problème d'eau comme problème majeur.

Comme contraintes, le schéma fait apparaître : l'existence de certaines maladies animales, l'absence de gestion rationnelle de l'espace pastoral, l'enclavement de la commune, l'analphabétisme des pasteurs, la réticence des populations nomades à la scolarisation et au traitement du bétail, l'absence des services techniques et la difficulté de recouvrement des impôts nécessaires au développement de la collectivité.

Situation des Puits Traditionnels, Modernes et Forages

Puits traditionnels	Puits modernes		Forages		Eaux de surface	
	Directs	Citernes	Equipés	Non-équipés	SHPA	Mares
	19		04	13	2	09
Ensemble	19		04	13	2	09

Source : DRHE

Les données de ce tableau montrent que le besoin en eau constitue un problème majeur.

La commune dispose depuis 2010 de son schéma d'aménagement du territoire - un schéma qui fait ressortir des potentialités importantes dans le domaine de l'élevage.

II. PERSPECTIVES ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

2.1 Orientations d'aménagement et de développement :

Aujourd'hui dans la commune d'Abeïbara, tout comme dans l'ensemble de la région, la principale préoccupation des populations demeure l'accès au développement, un développement durable, basé sur une croissance économique soutenue. Mais cela passe nécessairement par des préalables, c'est-à-dire :

- la maîtrise de l'eau pour réduire les besoins en eau des populations et du cheptel en réalisant des forages équipés, des barrages filtrants, des

impluviums, des mares et des puits à grand diamètre dans toutes les zones à pâturages abondants ;

- la transformation/ conservation des produits de l'élevage ;
- l'émergence d'un nouveau type d'éleveurs mieux formés et mieux organisés avec un cheptel « productif et sécurisé » ;
- l'amélioration de la gestion des pâturages ;
- le relèvement du taux de scolarisation par l'ouverture de nouvelles écoles avec des cantines bien approvisionnées ;
- l'amélioration de la couverture sanitaire animale et humaine.

L'ensemble de ces stratégies d'importance capitale reposera sur l'implication de tous les acteurs dans la mise en œuvre des actions/projets viables et réalistes.

Le PDESC pour répondre à son objectif principal de développement, n'est en fait qu'une programmation/planification faisant appel à la participation de tous (populations, élus, société civile, privés, PTF).

2.2 Objectifs Généraux d'aménagement et de développement communal :

Pour améliorer les conditions de vie des populations dont l'économie est de plus en plus fragilisée par les sécheresses, les objectifs à atteindre sont entre autres :

- rechercher des moyens suffisants pour assurer la maîtrise de l'eau, le développement de l'éducation et de la santé humaine et animale ;
- promouvoir des actions citoyennes en faveur de la protection et la gestion des ressources naturelles de plus en plus dégradées ;
- réaliser des infrastructures et équipements de base nécessaires au développement local ;

Tous ces objectifs fixés ne pourraient être atteints que si l'ensemble des acteurs, principalement les bénéficiaires au niveau des secteurs de développement s'investissent dans la mobilisation des participations communautaires au moment de la mise en œuvre du plan.

Les partenaires techniques et financiers assureront juste l'accompagnement des acteurs locaux.

III. OBJECTIFS DU PLAN

3.1 Axes prioritaires du cadre stratégique de réduction de la pauvreté (CSRP)

La réduction de la pauvreté à travers le programme national de sécurité alimentaire (PNSA) est aujourd'hui une volonté politique nationale inscrite prioritairement dans tous les plans stratégiques.

La commune d'Abeïbara à l'horizon 2014 devra entreprendre des actions à moyen terme pour impulser sa croissance économique au niveau de la maîtrise de l'eau, la

scolarisation et l'alphabétisation, le renforcement des capacités des acteurs du développement local, la valorisation de l'élevage.

3.2 Objectifs du plan par domaines prioritaires

L'objectif général du plan est de réaliser à l'horizon 2014 un développement économique, social et culturel cohérent et équilibré. Toutes les populations devront ainsi sentir une certaine amélioration de leur condition de vie grâce à la mise en œuvre de ce programme quinquennal. Pour ce faire, des objectifs devront être atteints dans les domaines prioritaires de l'hydraulique pastorale, la santé humaine et animale, l'éducation, la protection de l'environnement, les infrastructures et équipements de base.

Objectifs spécifiques par domaines prioritaires d'intervention (DIP) :

Objectif global par DIP	Objectif spécifique par DIP
1. Domaine de l'hydraulique rurale et pastorale	
Exploiter les ressources de la commune pour une satisfaction durable des besoins en eau des populations et du cheptel	- Réaliser des points d'eau : Puits, Forages, Barrages, mares et impluviums dans les zones de pâturages, sécuriser des puits pastoraux - Réparer et équiper 07 pompes
2. Domaine de la santé animale et développement de l'élevage	
Protéger et valoriser le cheptel de la commune par l'organisation de campagnes de vaccination et du traitement des épizooties, la mise en place d'un système de gestion rationnelle du cheptel et de l'espace pastoral	- Organiser 10 campagnes de sensibilisation des éleveurs pour vacciner et déstocker afin d'avoir des revenus toujours stables ; - Organiser le recensement du cheptel de la commune - Mettre en place des mécanismes d'approvisionnement régulier en aliment de bétail ; - Organiser des formations techniques de 9 animateurs vétérinaires ; - Appuyer l'installation d'un vétérinaire privé
3. Domaines de la santé humaine	
Améliorer la couverture sanitaire et relever le niveau d'implication des populations dans la mobilisation sociale	- Rendre fonctionnel le CSCOM de Abeïbara ; - Construire et équiper 03 PSA dans les secteurs de développement viables
4. Domaine de l'Education	
	- Organiser 05 campagnes de

Accroître le taux de scolarisation par la création des conditions d'apprentissage favorables : Cantines scolaires approvisionnées, infrastructures scolaires suffisantes, eau potable, formation des CGS-APE, fourniture, mobilier scolaire, recrutement des enfants	sensibilisation des parents pour améliorer le TBS ; - Construire des nouvelles salles de classes, des dortoirs réfectoires pour les élèves ; - Organiser des sessions d'alphabétisation pour diminuer l'analphabétisme - Améliorer l'approvisionnement des cantines scolaires
5. Domaine des infrastructures et équipements	
Réaliser des infrastructures et équipements dans les secteurs de développement de la commune	- construire des ouvrages marchands (magasins banques de céréales, maison des jeunes, marchés à bétail, aire d'abattage) pour améliorer les recettes fiscales de la commune et assurer la sécurité alimentaire des populations - entretenir 04 pistes rurales ; - réparer la radio rurale et le téléphone mobile
6. Domaine de la protection de l'environnement	
Former les populations afin que la protection des pâturages, la gestion de l'eau, la faune, les arbres sont collectives	- former 09 brigades de surveillance des secteurs SUR LA GRN ; - Lutter contre le braconnage ; - Organiser 05 sessions de formation pour les élus, chefs de secteurs, de fractions, la société civile sur le civisme e la bonne gouvernance

Le cadre logique du plan est pris en compte au niveau de la grille de programmation quinquennale pour toutes les actions/ projets à réaliser.

IV MOYENS DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN

4.1 Evaluation et estimation du coût des activités retenues dans le PDESC :

En tant que maître d'ouvrage de ce PDESC le conseil communal doit comprendre suffisamment qu'il est le premier responsable de la mise en œuvre du plan. Le travail d'estimation des coûts des actions et la programmation ont été facilités par l'appui conseil des services techniques pendant l'atelier de planification. Il faut

rappeler que les coûts donnés sont indicatifs, au moment de l'exécution des actions, les études de faisabilités en préciseront les coûts réels.

Toutes les actions de développement retenues dans le PDESC sont libellées dans la grille en annexe.

4.2. Analyse des résultats par secteurs de développement :

Les secteurs : secondaire et économie rurale semblent être ceux qui ont le plus besoin d'investissements à réaliser, suivis du secteur des ressources humaines.

Les infrastructures et les équipements bien qu'indispensables ne prennent pas une place importante dans la présente planification ; toutefois leur renforcement doit rester une préoccupation constante des responsables de la commune.

SECTEURS	COUTS EN MILLIONS DE F CFA	POURCENTAGE
Ressources Humaines et population	520	25,37
Infrastructures / Equipements	98	4,78
Secteur secondaire	809	39,48
Secteur économie rurale	636	31,03
Ensemble	2 049	100

Tout comme dans les autres communes de la région, tant que le problème de l'eau n'est pas résolu (problème majeur évoqué lors de l'étape de diagnostic), il y aura toujours des problèmes pour l'amorce d'un développement économique social et culturel durable, d'où la nécessité de concentrer les efforts sur ce secteur.

V. MESURES D'ACCOMPAGNEMENTS

Le PDESC ainsi élaboré est au regard du coût des actions à réaliser très ambitieux et le maître d'ouvrage (Conseil communal) dont la limite en ressources financières, humaines et matérielles est aujourd'hui évidente est obligé de s'impliquer pleinement principalement au niveau de la mobilisation de ses propres moyens financiers. Aussi il lui sera indispensable de :

- faire de ce PDESC un document de référence mis à la disposition de tous les PTF potentiels ;
- informer suffisamment les populations bénéficiaires des actions du bien fondé de la programmation, qui n'est en fait que la recherche de solutions à leurs demandes ;
- mettre en place un mécanisme de suivi évaluation.

VI. MECANISMES DE SUIVI EVALUATION

Des indicateurs de suivi évaluation et suivi exécution sont élaborés pour permettre de bien apprécier la mise en œuvre correcte du PDESC.

6.1 Indicateurs de suivi exécution par domaine d'intervention prioritaire (DIP)

Domaine prioritaire d'intervention	Indicateurs	Source de vérification
1. Hydraulique Pastorale et rurale	- Nombre de points d'eau créés : puits, forages, barrages, mares, impluviums	- P.V de réception - Base de données DRH
2. Santé animale et développement de l'élevage	- Nombre de campagnes de vaccination, de traitement et d'animaux déstockés ; - Nombre de formations - Nombre de parcs de vaccination - Nombre d'animateurs vétérinaires formés	- Collectivité - Rapports services techniques
3. Santé Humaine	- Nombre de CSCOM fonctionnels et construits ; - Nombre de PSA construits - Nombre de formations ASACO	- Supervisions services techniques - Rapports ASACO - Collectivité

4. Education	- Nombre de salles de classes construites - Effectifs par an -Nombre sessions de formations APE/CGS - Taux d'admission - Nombre dortoirs, réfectoires construits - Quantité de vivres reçus par les cantines	- Rapports Académie, CAP ; Collectivité - Rapports des Partenaires - Rapports des CGS/APE
5. Infrastructures et équipements	- Nombre de nouveaux bâtiments et équipements - Nombre de routes rurales entretenues ; - Radio rurale et téléphones fonctionnels	- Dossiers ANICT - P.V de réception des ouvrages - Bases des données - Urbanisme
6. Protection de l'environnement	- Nombre de brigades de surveillance actives	- Rapports services techniques - Collectivité

6.2 Suivi évaluation :

Le conseil communal premier responsable de la mise en œuvre des actions du PDESC est chargé de mettre en place une commission de suivi.

CONCLUSION

Compte tenu du volume des besoins des populations et des difficultés que rencontrent les élus dans la mobilisation de leurs ressources financières propres, l'implication de tous est la seule garantie pour la mise en œuvre correcte du PDESC . Tous les secteurs de développement d'où émanent les demandes d'investissements devront s'impliquer avec un véritable esprit citoyen.

La plan quinquennal construit, élaboré par les populations n'est pas une fin en soit si l'on ne s'investit pas dans la recherche locale de tous les moyens financiers, humains et matériels devant concourir à sa mise en œuvre. C'est pourquoi, il est important de savoir compter surtout sur soi même et de comprendre et accepter de façon responsable que les moyens de l'Etat et ceux des autres partenaires, bailleurs de fonds, sont certes nécessaires et encore plus ou moins disponibles aujourd'hui, mais demain, ils pourront considérablement diminuer et laisser la collectivité seule, face à elle-même et face aux impératifs du développement local.

La politique de la main tendue n'est porteuse que de sous développement et de retard. Même dans la pauvreté extrême, ce qui heureusement n'est pas le cas dans cette commune, les populations ont toujours la possibilité de contribuer ne serait ce que de façon minimale à la réalisation de certaines actions dont elles sont bénéficiaires.

Les acteurs locaux doivent savoir que le développement local pour être durable a besoin du génie créateur et des énergies de l'ensemble des citoyens de la collectivité.

Aujourd'hui, les secteurs de développement qui resteront en marge de cette logique d'un développement basé sur du « gagnant » pourraient voir leur développement retardé.

Aussi, les évaluations à mi parcours sont également un moyen pour faire du PDESC un outil dont le processus d'exécution des actions intéresse réellement le maître d'ouvrage.

La bonne gouvernance et la bonne citoyenneté constituent elles aussi une autre garantie pour donner au PDESC tout son sens économique, social et culturel.

ANNEXES

Annexe 1 : GRILLE DE PROGRAMMATION QUINQUENNALE (2010 - 2014)

Objectifs	Activités/Secteurs	Responsables	Partenaires	Localisation	Coût estimatif / en millions de F CFA	Programmation Quinquennale				
						2010	2011	2012	2013	2014
1.										
2. SECTEUR RESSOURCES HUMAINES ET POPULATION : 520										
Réduire le taux d’analphabé tisme dans la commune et former de bons citoyens	1.1. Organisation de 05 campagnes de sensibilisation en faveur de la scolarisation, l’alphabétisation	CC CAP	Etat Collectivité PADDEC-PIDRK DDRK	09secteurs de la commune	10	2	2	2	2	2
	1.2. Organisation de 05 sessions de formations d’alphabétisation	CC CAP	Etat Collectivité PADDEC-KPIDRK DDRK	09 secteurs de la commune	6		3	3		
	1.3. Construction de 03 centres d’alphabétisation	CC CAP	Etat Collectivité PADDEC-KPIDRK DDRK	Anhar Abeibara Agadess	30	10	10	10		
Améliorer les	1.4 Construction de 14 salles de classe	CC	Etat	Adadess	84	18	18	18	18	12

conditions de travail des élèves et des maîtres		CAP		Intiwiké Abouradj Abeibara						
	1.5. Construction de 03 dortoirs pour les élèves	CC CAP	Etat Collectivité PADDEC-K PIDRK DDRK	Abeibara Intiwiké	48	16	16	16		
	1.6. Construction de 03 réfectoires équipés pour les cantines	CC CAP	Etat Collectivité PADDEC-K PIDRK DDRK	Abeibara Intiwiké	48	16	16	16		
	1.7. Construction d' 01 cour d'école	CC CAP	Etat PADDEC-K PIDRK	Abeibara	20		20			
	1.8. Construction de 02 logements pour enseignants	CC CAP	Etat PADDEC-K PIDRK	IAbeibara Agadess	32				16	16

Affecter aux écoles un personnel enseignant suffisant	1.9. Recrutement de 06 enseignants	CC CAP	Etat Collectivité	Intiwiké Agadess Abeibara	PM					
Améliorer les conditions de vie des élèves	1.10. Approvisionnement des cantines scolaires en vivres	CC CAP	Etat PAM PADDEC-K	Abeibara	20	4	4	4	4	4
Améliorer les conditions d'apprentissage des enfants	1.11 Construction d'un CDPE	t CC	Etat PIDRK	Abeibara	16		16			
	1.12. Achat de mobiliers scolaires	CC CAP	Etat PIDRK	Abeibara	15	3	3	3	3	3
Encourager la scolarisation des enfants	1.13 Construction d'une medersa	CC	AMIPU	Abeibara	PM					
	1.13. Dotation de 3 CSCOM en médicaments	CC	DRS DDRK	Agadess	6			2	2	2

Améliorer l'état de santé des populations de la commune				Intiwiké Abouradj						
	1.14 Construction et équipement de 03 PSA	CC	MDM B PIDRK	Intiwiké Akomass Agadess	15			5	5	5
	1.15. Construction de 03 CSCOM	CC	DRS DDRK PIDRK	Agadess Intiwiké Abouradj	120			40	40	40
Promouvoir les activités culturelles	1.16 Construction d'une maison équipée des jeunes	CC	PIDRK ETAT	Abeïbara	30			30		
Améliorer les recettes fiscales de la commune	1.17. Organisation de 5 rencontres communautaires pour la mobilisation des ressources	CC	DDRK PADDECK PIDRK ETAT	09 secteurs	10	2	2	2	2	2
Améliorer la gestion des structures	1.18 Organisation de 5 formations pour les CGS,APE et ASACO	CC	PIDRK DDRK ETAT FENASCOM	Abeïbara	10	2	2	2	2	2

2. SECTEUR INFRASTRUCTURES / EQUIPEMENT : 98

Assurer la sécurité alimentaire pour les populations	2.1. Construction de 08 banques de céréales	CC	Etat	08 secteurs de développement	48	6	6	6	6	12
Faciliter la circulation à l'intérieur de la commune	2.2. Aménagement de 03 pistes rurales	CC	Etat PIDRK	Akarkada Akomass Tassiset	30			10	10	10
Assurer un approvisionnement pour la période de soudure	2.3. Construction d'une banque de stockage d'aliment bétail	CC	Etat PIDRK	Abeibara	20		10	10		
Faciliter la circulation des informations à travers la commune	2.4. Création d'un réseau de téléphonie mobile	CC	Etat	Abeibara	PM					
	2.5. Réparation et équipement de la radio rurale	CC	AFRICARE	Abeibara	PM					

3. SECTEUR SECONDAIRE : 809

Alimenter les populations en eau potable	3.1. Réparation de 07 forages	CC	Etat PIDRK	Abeibara Faghas	35		10	10	10	5
	3.2. Equipements pour 07 forages	CC DRHE	Etat PIDRK DDRK	Abeibara Faghas	49		14	14	14	7
	3.3. Réalisation de 20 forages équipés	CC DRHE	Etat PIDRK DDRK	09secteurs	200	40	40	40	40	40
Alimenter les personnes et les animaux en eau	3.4 Réalisation de 10 Impluviums	CC DRHE	Etat PIDRK DDRK	Amdjatan Imagharane Tifilalene Inttete Tassokalte, Tihidjouene Tadalok Edjerer, Tibiden, Ouzeene	300	60	60	60	60	60

Recharger la nappe	3.5. Construction de 10 barrages filtrants	CC DRGR	Etat PIDRK DDRK	09 Secteurs	200	40	40	40	40	40
Organiser les artisans et promouvoir la culture du milieu	3.6. Construction et équipement de 01 maison des artisans	CC	OMATHO	Abeibara	25				25	
Améliorer les conditions de vie des habitants du chef lieu de commune	3.7. Electrification solaire du chef lieu de commune	CC	AMADER	Abeibara	PM					
Développer le tourisme	3.8 Recensement et viabilisation des sites touristiques	CC	OMATHO	5 Secteurs	PM					
4. SECTEUR ECONOMIE RURALE : 636										
	4.1. Creusement de 20 puits pastoraux	CC DRHE	Etat PIDRK DDRK	09 secteurs	300	60	60	60	60	60

Assurer l'alimentation en eau au cheptel et aux populations	4.2. Sécurisation de 30 puits pastoraux	CC	Etat PIDRK DDRK	09 secteurs	150	30	30	30	30	30
	4.3 Curage de 15 mares	CC	Etat PIDRK DDRK	09 secteurs	15	3	3	3	3	3
	4.4. Creusement de 09 mares	CC	Etat PIDRK DDRK	09 secteurs	45	5	10	10	10	10
Améliorer l'état sanitaire du cheptel	4.5. Organisation de 05 campagnes de vaccination , traitement et déstockage des animaux	CC	DRSV PIDRK DDRK	09 secteurs	PM					
	4.6. Formation de 09 animateurs vétérinaires	CC	PIDRK DDRK	09secteurs	PM					
	4.7. Construction de 04 parcs de vaccination	CC	PIRDK DDRE ETAT	Tassisset Abeïbara Agadess Anhar	40		10	10	10	10

Sécuriser le village des inondations	4.8 Construction d'une digue de protection du village	CC	ADN PIDRK ETAT	Abeïbara	60		20	20	20	
Protéger la faune et l'environnement	4.9 Création de 09 brigades de protection de la faune et des ressources forestières	CC Chefs secteurs	ETAT PIDRK	09 secteurs	PM					
Protéger l'environnement	4.10 Création d'un cadre de concertation pour la GRN	CC Service Conservation de la nature	PIDRK	09 secteurs	PM					
Organiser et gérer la commercialisation du bétail	4.11. Construction de 2 marchés à bétail	CC	PIDRK DDRK	Abeïbara Agadess	12	6	6			
Fournir aux consommateurs de la viande de qualité	4.12. Construction d'une aire d'abattage	CC	DRSV CRA PIDRK DDRK	Abeïbara	3		3			

Protéger l'environnement et lutter contre l'érosion hydrique et ravinement	4.13. Ensemencement et aménagement de 09 plaines dégradées	CC	PIDRK ETAT DDRK	09 secteurs	PM					
Améliorer le cadre de vie des habitants du village	4.14 Création d'un bosquet (espace vert)	CC	PIDRK	Abeïbara	1	1				
Assurer l'accès à l'eau potable aux habitants du village	4.15 Extension du réseau d'adduction d'eau potable	CC	PIDRK DDRK	Abeïbara	PM					
Améliorer l'état sanitaire du cheptel	4.16 Installation d'un mandataire privé vétérinaire	CC	PIDRK DDRK							
Augmenter les ressources fiscales de la commune et identification de la matière imposable	4.17 Organisation d'un recensement du cheptel	CC	PIDRK DDRK ETAT	09 Secteurs	PM					

Augmenter la production maraichère	4.17 Achat de moyens d'exhaure et semences pour les producteurs	CC CRA	PIDRK DDRK	Abeibara Djoumet Intiwiké Anacholagh Adagess Tassassit Tidinassiss	10		4	2	2	2
ENSEMBLE	2 049					324	436	478	434	377

Annexe 2 : LISTE DES PARTICIPANTS A L'ATELIER DE PLANIFICATION

N°	PRENOM ET NOM	FONCTION	STRUCTURES/SERVICES
01	Bakary Dembélé	Infirmier	Csréf
02	Alhader Cissé	Forestier	Conservation /Forêt
03	Honoré Dakouà	Vétérinaire	SLV
04	Alassane Tangara	Animateur Jeunesse	Service jeune
05	Agaly Ag Oumar	Maire	Commune
06	Miyatène AG Inamoud	3è Adjoint Maire	Commune
07	Anara AG Mohamed	Secrétaire Général	Commune
08	Tahirou Ballo	Vétérinaire	DRPIA
09	Alkassim AG Sarid	Conseiller	Commune
10	Agaly AG Hamzatta	Notable	Commune
11	Kalen AG Mohamed	Chef secteur	Commune
12	Alhassane Diaby	Conseiller	SICA
13	Makan Cissoko	Préfet	Cercle
14	Issa A. MAIGA	S/Préfet	Commune
15	Assalek AG Guecha	Notable	Commune
16	Attayoub AG Inawelène	Notable	Commune
17	Albakader AG Rissa	2ème Adjoint	Commune
18	Kabi AG Mohamed	Conseiller	Commune
19	Himahmed AG Mohamed	Conseiller	Commune
20	Sagdoun AG Bitai	Conseiller	Commune
21	Boha AG Akoua	Conseiller	Commune
22	Rhissa AG Aboubacrine	Conseiller	Commune

Annexe 3 : DOCUMENTATION CONSULTEE

Plan de développement Quinquennal 2005/2009 de la Commune
d'Abeïbara

Schéma Communal d'Aménagement du Territoire 2010

Annuaire statistiques de la région de Kidal

Plan stratégique de développement régional de Kidal 2007/2016

Guide méthodologique d'élaboration des PDESC – Mai 2009

Annexe 4 : LISTE DES SECTEURS DE DEVELOPPEMENT

N°	NOMS DES SECTEURS	RESPONSABLES
01	Akomass	Sika AG Houga
02	Assiked	Intibilet AG Sarid
03	Anhar	Aktou AG Alkassim
04	Tidinamis	Oumar AG Alla
05	Djoumet	Baye AG Itwaye
06	Akarkada	Alhassane AG Akowa
07	Tassisset	Samaka AG Ouna
08	Abeibara	
09	Aghli	

Annexe 5 : PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

N°	DESIGNATION	DOMAINE D'INTERVENTION
01	ACF	Hydraulique, Sécurité alimentaire Santé
02	CARI	Education
03	DDRK	Hydraulique, Santé, Education Bonne Gouvernance, Formation Pastoralisme
04	PIDRK	Hydraulique, Santé, Education Bonne Gouvernance, Formation
05	PADDECK	Pastoralisme, santé, Education, Décentralisation
06	MED AFRICA	

Annexe 6 : SIGLES ET ABREVIATIONS :

AE	Académie Education
AGR	Activités génératrices de revenus
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
APE	Association des Parents d'élèves
ASACO	Association de santé Communautaire
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CGS	Comité de Gestion Scolaire
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CRA	Chambre régionale d'Agriculture
CSRP	Cadre Stratégique de Réduction de la Pauvreté
DIP	Domaine d'Intervention Prioritaire
DRHE	Direction Régionale de l'Hydraulique et de l'Energie
DRS	Direction régionale de la santé
DRGR	Direction régionale du Génie rurale
DRSV	Direction régionale du service vétérinaire
DRPIA	Direction régionale de la production industrielle et animale
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
PIDRK	Programme Intégré de développement de la région de Kidal
PSA	Poste de Santé Avancée

PISE	Programme d'Investissement Sectoriel de l'Education
PTF	Partenaires techniques et financiers
PDESC	Programme Développement Economique Social Culturel
PNSA	Programme Nationale pour la sécurité alimentaire
SADCO	Schéma d'Aménagement Communal
TBS	Taux Brut de Scolarisation
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement

